

L'Allemagne et ses intérêts nationaux

L'Allemagne sacrifiée. Un débat avorté. Vers l'État ouest-européen ?

LUDWIG WATZAL

Nous n'avons que l'Europe à la bouche. Les hommes politiques qui dirigent la France et l'Allemagne s'interrogent sur sa « finalité » et sur l'« accomplissement » de la construction européenne. Or, l'élargissement programmé vers l'Est et l'union politique demandent de l'imagination. Pour le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, voilà deux objectifs conformes aux intérêts allemands. Dans le discours qu'il a tenu le 12 mai dernier à l'université Humboldt de Berlin, il formule de fait l'exigence d'un État européen fort. Il souhaite que l'Union européenne avance, passant d'une association d'États à la complète parlementarisation au sein d'une fédération. Concrètement, cela signifie « un parlement européen librement élu, un gouvernement qui exerce véritablement, à l'intérieur de la fédération, le pouvoir exécutif et juridique. Et la fédération devra se fonder sur un Traité constitutionnel »¹. On a salué l'exposé de Fischer en Belgique, alors que la France a manifesté une approbation mitigée. La Grande-Bretagne, en revanche, ainsi qu'une majorité de petits pays se sont montrés sceptiques, car pour le ministre allemand la construction européenne ne peut se passer d'un « centre de gravité », sans qu'il précise pour autant quels États en feront partie.

On pourrait penser que, le 27 septembre 1998, les électeurs allemands, sagement prévoyants, avaient chassé lors du scrutin un gouvernement sous lequel le pays comme le parti chrétien-démocrate, CDU, dégénérait en mafia. Dix ans après la chute du mur de Berlin et à la fin du vingtième siècle, la République fédérale était enfin devenue un État normal, une *Bimbesrepublik* (*Bimbes* désignant l'argent au Palatinat), dirigée par un chancelier-parrain, un « Don Kohleone ». La « République de Bonn » avait été largement corrompue et les décideurs probablement achetés sur de longues périodes, en particulier sous Kohl. Que l'argent gouverne le monde n'est en soi pas une découverte. Mais le chancelier avait érigé l'axiome en système à l'intérieur du CDU chrétien et conservateur. Cependant : les pratiques criminelles du gouvernement Kohl ont provoqué une crise du CDU, le « parti d'État », non de l'État lui-même qui est resté intact, les institutions continuant de

fonctionner. Même si apparaissaient des symptômes d'« hypermoralisation » politique là où un examen rationnel se serait imposé.

Scandale parallèle, l'affaire des avions en Rhénanie du nord-Westphalie, NRW. Cette fois, c'étaient des sociaux-démocrates du SPD parmi lesquels l'actuel président de la République, Johannes Rau, qui utilisaient la ligne aérienne — privée — de la Westdeutsche Landesbank, non seulement pour leurs déplacements officiels mais à titre personnel.

Pénible tâche que l'instruction des deux affaires : une divulgation par petits bouts au moment où la presse sortait la vérité, Comble du sophisme, les « explications » de l'ancien président Richard von Weizsäcker : les « trous de mémoire » de Rau tenant au « décalage » dans le temps. Après des mois de débat public, on a obtenu que deux commissions d'enquête s'occupent des affaires. Mais, comme l'écrit la *Tageszeitung* : « Les membres de la commission d'enquête sur les pots-de-vin mentent comme des arracheurs de dents. » Caciques du CDU et collaborateurs de Kohl refusent de témoigner ou souffrent d'amnésie, comme l'ex-trésorier du parti, Walther Leisler Kiep.

À regarder superficiellement, cette crise de confiance n'a pas eu pour effet un bouleversement électoral. Une droite populiste n'en a pas profité. Mais les dégâts, en terme de politique, sont importants. Des pans entiers de la classe politique ont été ébranlés. Les jeunes se détournent de la politique vers le monde de l'économie. Mécanisme de sélection qui promeut, encore, le système des partis. Et Angela Merkel, la nouvelle présidente du CDU invite à débattre des valeurs morales. Les chrétiens-démocrates devraient, en la matière, s'abstenir pendant des années.

Le système Kohl

Il s'agit d'un réseau perfectionné afin de consolider et conserver le pouvoir. Combinaisons et caisses noires ont formé et déformé en partie l'appareil du CDU pendant des décennies². Kohl lui-même pensait en termes de guerre froide, suivant l'adage léniniste : camp contre camp. Les personnalités critiques tels Kurt Biedenkopf ou Heiner Gelsler, ont été froidement marginalisées.

Le règne de Kohl avait commencé en 1982 comme un tournant « spirituel et moral ». Bilan de cette renaissance « morale » au bout de seize ans, un chancelier et son trésorier qui encaissaient des millions puis les déposaient sur des comptes secrets, en partie à l'étranger. Des dons que ne comptabilisait pas la gestion du CDU. Les présidents du *Bundestag*, Rita Süßmuth (CDU), puis Wolfgang Thierse (SPD), furent volontairement induits en erreur. On fit entorse préméditée à la loi sur le financement des partis que Kohl avait lui-même signée. Le chancelier se livrait donc à une « constante violation de la constitution », selon les

propres termes de l'ex-député CDU Horst Eylmann. Dans certaines fédérations, Kohl récompensait largement ses vassaux fidèles.

L'Allemagne et l'Union européenne

Helmut Kohl recueille encore de nombreux éloges pour sa politique européenne. Surestimation extraordinaire et totalement injustifiée ! Car sa politique européenne a surtout nuï à l'Allemagne. En particulier de s'être incliné devant François Mitterrand avant Maastricht en décembre 1991. Kohl avait toujours pensé qu'une union monétaire n'était pas possible sans union politique, ce en quoi il avait tout à fait raison. Mais après Maastricht, il annonça qu'on allait faire l'union monétaire et non l'union politique. Le président français était donc parvenu à imposer ses vues à « son ami Helmut ». On affirma après coup que c'était le prix à payer pour que la France approuvât la réunification allemande. Il s'agissait en fait de ligoter l'Allemagne et de casser l'hégémonie de la *Bundesbank*. Dès lors que le centre de gravité du continent se déplaçait de l'ouest au milieu en 1989, la France a tout mis en œuvre pour domestiquer l'Allemagne. Une évolution que la classe politique, chez nous, appelait intellectuellement de ses vœux ; renoncement souligné à l'Ouest, mais reçu dans le soupçon et l'incompréhension.

Kohl s'attribue le mérite d'avoir mené à bien l'introduction de l'euro. Or, cette monnaie très critiquée ne répondait en rien à une nécessité économique. Le gouvernement du chancelier avait beau affirmer que l'euro pèserait aussi lourd que le *deutschmark*, c'était là poudre aux yeux pour rassurer une opinion publique mal informée. Dans nombre de pays, les critères de convergence avaient été maquillés. Une monnaie nouvelle n'aurait dû être introduite, s'il le fallait à tout prix, que dans six pays de l'ancienne communauté. Résultat de cette politique catastrophique : l'euro est une monnaie faible, comme certains l'avaient prédit. Depuis son introduction, il a perdu de 25 % par rapport au dollar américain et de plus de 20 % face au yen et à la livre, alors que la conjoncture est à la hausse ! Le gouvernement de Kohl en porte l'entière responsabilité et morale. Ceux qui avaient en son temps annoncé le désastre furent discrédités comme nationalistes et leurs voix étouffées³. Quant au gouvernement actuel, il reste immobile, comme hypnotisé. Malgré la chute constante du cours de l'euro, on conjure à Berlin sa revalorisation à venir. Alors que la décision d'accueillir la Grèce au club en janvier 2001 alimente la méfiance des financiers. Sans parler d'une intégration de l'Europe de l'est à l'Union européenne et plus tard à l'Euroland ! D'une Union européenne de vingt-huit à trente États ! L'Union se trouve d'ores et déjà à la limite du blocage et de la stagnation, elle implosera⁴.

La classe politique allemande ne pense pas en termes de pouvoir et d'intérêts. Équilibre, hégémonie, autant de notions étrangères et

suspectes, comme l'a déclaré le ministre des affaires étrangères Joschka Fischer dans son discours de Berlin. Bien que le chancelier Gerhard Schröder ait souligné parfois les intérêts nationaux de l'Allemagne, rien ne prouve chez lui concrètement une volonté de s'imposer au sein de l'Union européenne. Le chancelier s'appuie toujours plus sur une rhétorique européenne, des lieux communs qui n'engagent à rien. Alors que les projets de paix globaux ont le vent en poupe. Le gouvernement allemand s'accroche à sa bonne conscience comme durant l'intervention au Kosovo. Entrer en guerre pour la première fois depuis 1945 ne pouvait être expliqué autrement à l'opinion publique que par le « *plus jamais Auschwitz* ». Une hypermoralisation qui pouvait, certes, rassurer en grande partie la clientèle sceptique du SPD et des Verts. Il n'empêche qu'il y a une légitimité à intervenir militairement contre un régime qui bafoue les droits de l'Homme et veut mener à terme une purification ethnique en Europe. Seul comptait ici en tant que critère le droit des peuples, le droit international⁵.

En décembre 1999, les chefs de gouvernement de l'Union européenne ont décidé à Helsinki d'avancer au plan militaire et de constituer une force d'intervention commune. Le conflit au Kosovo a en effet démontré que l'Europe, *junior partner* des États-Unis, n'était même pas capable de mettre de l'ordre dans son arrière-cour. Projet lancé par la France et la Grande-Bretagne, même si les Anglais demeurent réticents à une défense autonome. La France, conformément à la tradition gaulliste, réclamant une force de frappe européenne, naturellement sous commandement français. Avec les moyens de prendre des décisions autonomes et de réagir quand l'Otan n'est pas dans son ensemble concernée, ainsi que le déclaraient les ministres européens de la défense et des affaires étrangères en novembre 1999⁶. L'Allemagne devrait appuyer ce projet et ne pas pousser trop loin son louvoiement entre les États-Unis et l'Europe. Ce qui est d'ailleurs son intérêt : elle doit co-diriger l'Europe et jouer son rôle dans une alliance euro-américaine où l'équilibre, à préserver et à développer, sera respecté ; Français et Allemands pensent de fait qu'on n'avancera pas dans le processus de construction européenne sans collaboration étroite des deux pays. Mais la France, contrairement à l'Allemagne, voit clairement que cela n'est possible que par une montée en puissance de l'Union européenne. Parce qu'en France, on ne veut pas d'un monde unipolaire et uniforme, d'un monde dominé par les États-Unis. Conception qui devrait aussi être celle de l'Allemagne.

L'Union européenne et l'Autriche

Le boycott décidé par les chefs d'État et de gouvernement à l'encontre de l'Autriche montre à quel point une hypermoralisation de la vie politique peut se révéler douteuse. On a décidé d'isoler ce pays après décision prise par le parti populaire autrichien, ÖVP, de constituer



une coalition avec les libéraux, les *Frelheitliche* du FPÖ. Alternance normale en démocratie. L'Union européenne considère le FPÖ comme un parti d'extrême droite, un parti *sui generis*, et son ancien président Jörg Haider comme un dangereux populiste. Ce dernier a souvent, au cours de sa carrière politique, formulé des idées xénophobes. Il a relativisé le régime nazi : une « véritable politique de l'emploi », et baptisé « camps disciplinaires » les camps de concentration, insinuant par là que le peuple Juif avait contribué en Europe à sa tragédie⁷. C'est que l'Union européenne redoutait un phénomène d'« haiderisation » et la menace d'extension du populisme à l'ensemble du continent.

Pourtant, cette réaction envers un pays-membre était disproportionnée. On n'attendait pas de voir si le nouveau gouvernement autrichien contrevient aux règles de l'Union européenne, on fit comme s'il s'était agi de la prise de pouvoir par Hitler en 1933. Jouait ici naturellement le rapport de l'Autriche à sa propre histoire. Malgré une tradition de racisme et d'intolérance, le pays n'a pas été, comme l'Allemagne, « dégermanisé » et « européisé » sous pression américaine et de sa propre volonté ; confronté à son passé nazi, il s'est complu dans un mélange de victimisation, de pharisaïsme et de refoulement. Conception ambiguë de l'Histoire qui pose un problème majeur en particulier aux Français. Mais après un soulagement initial vinrent les premiers doutes. Et la décision commence à se retourner contre ses auteurs. L'euro-scepticisme, en Autriche, monte. Les rencontres avec les dirigeants autrichiens virent au grotesque — refus de leur serrer la main. Même le président Thomas Klestil, peu suspect d'amitié pour le nouveau gouvernement, s'est vu humilié devant le parlement européen. Les appels au boycott touristique lancés par la Belgique et l'annulation d'échanges scolaires rencontrent l'incompréhension.

Pourtant, l'Autriche a accueilli depuis 1945 deux millions d'immigrés. Soixante mille personnes sont venues de la seule Bosnie, 10 % de la population y viennent de l'immigration. Les droits de l'Homme et des minorités y sont respectés. On n'a pas vu à ce jour, en Autriche, de foyers d'immigrés en flammes, comme par exemple en Allemagne. On n'y a pas non plus assisté à des chasses contre l'immigré africain, comme ce fut récemment le cas en Espagne. Pas de mode néo-nazie, comme en Allemagne. Mieux : « *Le FPÖ n'est pas un mouvement nazi, Haider n'est pas Hitler, il n'est même pas Le Pen... Le personnage s'identifierait plutôt à Tony Blair et cherche à se donner une image de modernisateur, celle d'un populiste national à convictions libérales* », écrit Tony Judt dans la *New York Review of Books*⁸. Certains plaident dès lors pour un rapport plus naturel à Haider, pour éviter de lui faire de la publicité à Vienne comme ailleurs, à lui et à ses semblables : « *Un Jörg Haider ne tombe pas du ciel. Il pousse dans les marécages de la corruption.* »⁹ Car Haider n'a pas de programme cohérent, il vit des réactions de ses adversaires.

Ingérence lourde que celle de l'Union européenne dans les affaires d'un pays complètement démocratique. Version actualisée, en quelque sorte, de la « doctrine Brejnev ». Mesure historiquement unique et qui plus est hypocrite, compte tenu du silence européen lorsque Silvio Berlusconi avait formé à Rome un gouvernement avec les néo-fascistes de Gianfranco Fini. Tout cela avec des conséquences à long terme dans certains pays de l'Union qui ne s'entend plus comme une confédération élastique, mais en tant que « communauté de valeurs ». Et ici, ce n'est pas la majorité qui tranche, les petits pays n'ont qu'à bien se tenir. Mieux vaudra que leurs dirigeants collent au principe d'unanimité. Tout abandon de souveraineté réduirait considérablement leur marge de manœuvre. Probablement des réserves anti-centralistes vont-elles s'y affirmer. Quant au principe de subsidiarité, il est désormais nul et non advenu. Ira-t-on en Europe vers la mise hors la loi de certains partis ? L'Union européenne doit retrouver une position pragmatique. L'Autriche ayant déjà fait ce qu'il fallait en ce sens. Même Jörg Haider a démissionné de la présidence du FPÖ, évidemment par choix tactique, pour peut-être revenir en tant que chancelier.

Une « vision » pour l'Europe

Entre la France et l'Allemagne, les deux États les plus importants de l'Union européenne, règne en ce moment un calme trompeur. Oubliées les tentatives d'émancipation de Schröder lors des négociations sur l'agenda 2000. Peut-être se réveilleront-elles lorsqu'il s'agira de revoir le compromis trouvé au sommet de Berlin, parce qu'il n'y a plus d'argent pour l'élargissement de l'Union européenne. La présidence française à partir de juillet 2000 pourrait introduire un peu de mobilité dans le processus. Mais dix ans après la révolution géopolitique en Europe, ni la France ni l'Allemagne n'y ont trouvé une vraie place. L'Allemagne ne veut rien savoir, même sous Schröder, de sa souveraineté récemment acquise et la France renonce difficilement à une domination politique et intellectuelle sur le continent.

Certes, Jacques Chirac et même Lionel Jospin ont prouvé par leurs derniers discours qu'ils veulent faire avancer l'Europe. Ce dernier veut « donner du sens à l'Union européenne... », l'Europe étant une confédération de nations, non la négation des nations, donc, mais leur prolongement, leur approfondissement ; la France veut, selon lui, poursuivre trois objectifs pendant sa présidence : avant tout la croissance économique et le plein emploi ; en second lieu une plus grande proximité des citoyens, et pour finir une efficacité accrue. Puis le premier ministre s'est prononcé en faveur du « modèle social européen ». Face au « pôle financier », la France veut renforcer le « pôle économique ». Une réforme des institutions s'imposant. Jospin prévient cependant contre toute attente exagérée et convoque le réalisme, comme la continuité.





Or, la réforme de l'Union européenne est affaire de pouvoir. Il faudra bien régler sous la présidence française des problèmes restés en suspens depuis Amsterdam : le scrutin majoritaire, le poids des voix et la taille de la Commission. Et il n'est pas certain que l'isolement de l'Autriche y contribue. Quel petit pays aimerait aujourd'hui se soumettre aux *diktats* de Bruxelles ?

Une solution, le « noyau dur », un projet géopolitique élaboré en son temps par les chrétiens-démocrates Wolfgang Schäuble et Karl Lamers : les pays qui veulent avancer plus vite dans l'intégration forment une structure propre au sein de l'Europe. Un modèle à deux vitesses écarté alors sur ordre du chancelier Kohl, mais qui pourrait corriger l'élargissement démesuré de l'Union européenne.

De même, la proposition émise par Jacques Delors : les six membres fondateurs avancent dans l'intégration grâce à un « traité dans le traité ». Ce qui semble cependant difficile, car le club de l'euro compte déjà onze membres ; il est hors de question d'exclure quiconque d'entre eux, ont déclaré l'ex-chancelier Helmut Schmidt et l'ex-président Giscard d'Estaing. Joschka Fischer a lui aussi plaidé à Berlin pour une refondation de l'Europe par accord constitutionnel. Le nouvel État aurait des compétences bien délimitées par rapport aux États nationaux. Pour que semblable projet soit réalisable malgré les obstacles considérables qui se présenteront, il faut que subsistent à l'intérieur de la fédération à venir les États-nations et que leurs institutions ne s'en trouvent pas diminuées voire anéanties. Autrement dit, l'idée primant jusqu'à ce jour d'une fédération européenne qui prendrait le relais des États et de leurs démocraties en tant que nouveau souverain, demeure artificielle et méconnaît les réalités¹⁰. Il ne s'agit donc pas d'abandon de l'État-nation, mais de partage de souveraineté.

Le nouvel État devrait comporter un président directement élu et donc un exécutif fort. Le parlement serait composé de deux chambres, les députés de la « chambre basse » devant également siéger au sein des parlements nationaux et la « chambre haute » regroupant des délégués nationaux. Ainsi, le parlement européen serait à la fois celui des citoyens et des États-nations. Une constitution européenne devrait fixer le rapport, précisément, entre la fédération et les États-nations. Et Fischer de préciser ses conceptions dans une interview à *Der Spiegel* ; la coopération doit être renforcée : ceci veut dire qu'un certain nombre d'États européens doivent pouvoir aller plus loin s'ils le veulent, et ne pas en être empêchés par ceux qui ne le souhaitent pas¹¹. L'avant-garde, soit le « centre de gravité », doit pouvoir avancer. À long terme, elle ambitionnera une démocratie européenne, la parlementarisation complète. Mais l'Europe ne peut résulter que de compromis entre les États-nations et l'Union européenne. Elle s'occupera des problèmes essentiels touchant à la souveraineté, comme la sécurité intérieure et extérieure, la monnaie et tout ce qui ne peut être réglé qu'au niveau européen. Le reste sera l'affaire des États-nations.

En France, le discours de Fischer a été accueilli avec tiédeur, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine saluant néanmoins cette contribution allemande comme la plus ambitieuse à ce jour et *Le Monde* remerciant Fischer dans un éditorial. Le sommet de Nice prévu pour décembre montrera si ses « visions » ont des chances de se concrétiser sous la présidence française.

Il n'en reste pas moins que l'élargissement de l'Union européenne à la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre n'a jamais fait l'objet d'un débat public, d'autant qu'il s'agit d'une décision exclusivement politique et non économique. Quant à la candidature aux Turcs, c'était là une erreur de taille : la Turquie n'a rien à voir avec l'Europe ; pourquoi pas la Tunisie et le Maroc en vertu des mêmes arguments ! Parlons d'abord, en Allemagne, de l'Europe. ○

Traduit de l'allemand par Ulrike Decoene

- 1) Cf. Joschka Fischer, *Vom Staatenverbund zur Föderation-Gedanken über die Finalität der europäischen Integration*, discours du 12 mai 2000 à la Humboldt-Universität de Berlin ; <http://www.auswaertiges-amt.de>
- 2) Cf. Hans Herbert von Arnim, *Strukturprobleme des Parteienstaates*, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 16/2000.
- 3) Cf. Ludwig Watzal, « Euro : Kohl contre les Allemands », *Limes* 2/97 ; Arnulf Baring, *Aus dem Stabilitätskassen, Helmut Kohls Weg nach Europa*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 28 février 1997 ; *id.*, *Scheitert Deutschland ? Abschied von unseren Wunschwelten*, DVA, Stuttgart, 1997, en particulier l'excellent chapitre sur l'introduction de l'euro.
- 4) Josef Janning, *Das Regierungssystem der "grossen EU". Anforderungen und Optionen der Regierungskonferenz 2000*, *Europäische Rundschau*, 28/2000, 1 ; Ludger Kühnhardt, *Europas Rolle in der Weltpolitik des 21. Jahrhunderts*, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 24/2000.
- 5) Cf. Stefanie Christmann, Dieter S. Lutz (éd.), *Die Zerstörung der Vernunft in Zeiten des Krieges. Zum Demokratieverlust nach 1989*, Aufbau Verlag, Berlin, 2000, pp. 121-168.
- 6) Cf. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16 novembre 1999, p. 2.
- 7) Cf. Hans-Henning Scharsach (éd.), *Halder, Österreich und die rechte Versuchung*, rororo, Reinbeck, 2000.
- 8) Cf. Tony Judt, *Fear of Halder*, cité de *Die Welt*, 9 mai 2000, p. 32.
- 9) Cf. Claus Leggewie, « Nicht schlachten, zähmen ! », *Die Woche*, 18 février 2000, p. 6.
- 10) Cf. Fischer, *op. cit.*, p. 5.
- 11) « Sünde wider die Zukunft », *Der Spiegel*, n° 20/2000 du 15 mai 2000, p. 42.

